

## Helsana lâche l'Hôpital de La Tour à Genève

**PRESTATIONS** L'un après l'autre, les assureurs claquent la porte de l'hôpital meyrinois, dont les tarifs seraient prohibitifs. Une situation qualifiée d'injuste par son directeur et un nouveau coup dur pour le système de santé du canton

LAURE LUGON ZUGRAVU  
X @laurelugon

Nouveau choc dans la santé à Genève. Depuis le 2 septembre, Helsana, le deuxième assureur de Suisse, ne rembourse plus l'hospitalisation de ses assurés privés à l'Hôpital de La Tour à Meyrin, a appris *Le Temps*. Après le retrait du Groupe Mutuel, en avril dernier, c'est au tour d'Helsana de classer cet établissement sur la liste des hôpitaux non pris en charge pour l'assurance complémentaire.

Pourquoi cette décision d'Helsana? «Il est important pour nous d'offrir à nos assurées et assurés des prestations de qualité à des prix correspondants, répond son porte-parole, Gaël Saillen. Des différences entre établissements peuvent être expliquées, plusieurs facteurs peuvent avoir un impact sur les prix. Les tarifs exigés par l'Hôpital de La Tour sont toutefois parmi les plus élevés de Suisse. Nous ne pouvons les accepter.» Il rappelle aussi que la moyenne genevoise est de surcroît la plus élevée de Suisse.

### «Ce prix nous aurait fait travailler à perte»

Des tarifs supérieurs à ceux du marché: c'était aussi la raison qui avait poussé le Groupe Mutuel à claquer la porte de La Tour. Les assurés genevois en privé et semi-privé doivent donc commencer

à craindre une raréfaction du choix dans le canton. Helsana rétorque que «s'efforcer de négocier des tarifs en adéquation avec les prestations est essentiel, pour les assurés aussi».

Des mots qui font tiquer le directeur de l'Hôpital de La Tour, Rodolphe Eurin: «On nous a soumis un prix en manière de dernière offre, à prendre ou à laisser. Ce prix nous aurait fait travailler à perte. Prétendre ensuite qu'on est trop cher sur la base d'anciens tarifs qui avaient été approuvés par le passé et claquer la porte alors qu'il n'y a pas eu de négociations est assez injuste.» Un coup de force qu'il attribue non pas à ses tarifs mais au contexte, la Finma ayant fixé une échéance au 1er janvier 2025 pour davantage de transparence. «J'ai l'impression que cette échéance est bien pratique pour faire baisser les prix sans tenir compte des spécificités de chaque établissement», estime le directeur, qui rappelle que l'Hôpital de La Tour possède un service d'urgence qui fonctionne 7j/7 et une complexité des cas bien plus proche de celle des HUG que des autres acteurs privés. Toutefois, l'assureur laisse entendre que des négociations se poursuivent avec l'Hôpital de La Tour pour le réintégrer dans la liste des cliniques reconnues. Mais l'espoir d'un aboutissement semble ténu: «Nous n'avons pour le moment malheureusement pas pu nous entendre sur les tarifs et sommes donc sans relation contractuelle avec l'Hôpital de La Tour. Les négociations se poursuivent. Aucun délai ne peut être formulé à ce jour», note Gaël Saillen. Depuis le printemps dernier, aucun accord n'a

été trouvé non plus entre La Tour et le Groupe Mutuel.

«Cette situation, qui fait écho à celle du mois de mai avec le Groupe Mutuel, est exaspérante pour les assurés»

PIERRE MAUDET, MINISTRE DE LA SANTÉ

Pour les patients, la pilule est amère. Même si ceux ayant déjà reçu une garantie d'Helsana verront leurs frais pris en charge. Rodolphe Eurin déplore, lui, «une prise en otage des patients au bénéfice de complémentaires, qui sont captifs de leur assurance et privés du libre choix. C'est choquant.» Si la proportion de patients couverts par Helsana est faible à La Tour, la décision de l'assureur n'est toutefois pas sans conséquences financières et d'organisation pour les médecins.

Cela n'a pas non plus l'heur de plaire au ministre de tutelle, Pierre Maudet: «Cette situation, qui fait écho à celle du mois de mai avec le Groupe Mutuel, est exaspérante pour les assurés. Les patients ne peuvent être constamment la variable d'ajustement entre assureurs et prestataires de soins. C'est socialement indéfendable, la santé n'étant pas une politique publique comme les autres. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de réunir fin septembre les assureurs et les prestataires de soins pour mettre sur la table les problèmes de tarification à Genève.» ■